



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modifications des conditions
d'exploitation d'un élevage de poules pondeuses exploité par la SCEA
ROUMAGNAC situé sur la commune de GRENADE (31330)**

Le préfet de la région Occitanie
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 77 modifié du 7 juin 2013 portant autorisation d'exploiter un élevage de poules pondeuses sur la commune de GRENADE, au bénéfice de l'EARL ROUMAGNAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n° 118 du 15 juillet 2019 portant autorisation d'exploitation, pour la SCEA de ROUMAGNAC, d'un élevage de poules pondeuses, situé sur la commune de GRENADE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 035 du 24 mars 2022 ;

Vu la prise d'acte du 23 février 2015 relative au changement de statut juridique de l'EARL ROUMAGNAC devenue SCEA ROUMAGNAC ;

Vu le dossier de porter à connaissance, transmis à l'inspection le 31 janvier 2024, puis sa version complétée le 6 août 2024, relatif aux modifications structurelles réalisées, principalement sur la création de bureaux et locaux sociaux dans un ancien bâtiment d'emballages, la construction d'un nouveau bâtiment d'emballage, l'agrandissement du bassin d'orage destiné à la rétention des eaux d'extinctions, l'agrandissement de la surface de conditionnement des œufs et à la mise à jour de la meilleure technique disponible (MTD) n°14 de son dossier de réexamen ;

Vu les rapports d'appréciation de changement notable de l'inspection des installations classées en date du 29 février 2024 et du 12 août 2024 ;

Vu la lettre préfectorale du 29 août 2024 actant les modifications notables non substantielles et la mise à jour de la MTD n° 14 ;

Considérant que les modifications n'engendrent pas de rejets ou nuisances supplémentaires ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au titre du R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant de cette installation, dans les conditions actuelles, permettent de maîtriser les dangers ou inconvénients relatifs aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il convient de fixer des prescriptions complémentaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du même code ;

Considérant que le projet d'arrêté complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par un courriel du 2 septembre 2024 ;

Considérant la réponse de la SCEA de Roumagnac par courriel en date du 9 septembre 2024 ;

Sur proposition de la directrice départementale de la protection des populations,

Arrête :

Art. 1^{er} : Exploitant titulaire

La SCEA de ROUMAGNAC est tenue de respecter les dispositions suivantes pour l'exploitation d'un élevage de poules pondeuses, implanté chemin de Roumagnac sur la commune de Grenade (31 330) dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le préfet.

Art. 2 : Prescriptions modifiées

Les prescriptions suivantes sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs modifiés	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications Références correspondantes du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 24 mars 2022	Article 1	Modifié et remplacé par Art. 1. Exploitant titulaire
	Article 2 Nature et caractéristiques des installations	Modifié et remplacé par Art. 3.
	Article 3 Situation de l'établissement	Modifié et remplacé par Art. 4.
	Article 5 Consistance des installations autorisées	Modifié et remplacé par Art. 5.
	Article 6 Conformité de l'installation	Modifié et remplacé par Art. 6.
	Article 11 Consommation en eau	Modifié et remplacé par Art. 7.
	Article 13 Identification des effluents et déjections	Modifié et remplacé par Art. 8.
	Article 20 Elevage Intensif soumis à la directive IED	Modifié et remplacé par Art.11.
Arrêté préfectoral consolidé du 15 juillet 2019	Article 38-4 Eaux de nettoyage	Modifié et remplacé par Art. 9.
	Article 39-3-1 Stockage des effluents	Modifié et remplacé par Art. 10.

Art. 3 : Nature et caractéristiques des installations

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2022 est remplacé comme suit :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique et classement	Seuil	Régime
3660.a Élevage de poules pondeuses	Élevage intensif : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles..... A b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)..... A c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies... A	81135	A
2170.2 Fabrication d'engrais organiques	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j.....A 2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j..... D	2,5 t/j	D
1530.2 Stockage d'emballage	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public, le volume susceptible d'être stockés étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³ (E) 2. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20000 m ³ (DC)	5 555m ³	DC
1434.1 Distribution de carburant	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables (à l'exception des stations services visées à la rubrique 1435) de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts (à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées) : 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h.....A b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h..... DC	1.4 m ³ /h	NC
1435 Station service	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m ³E	40 m ³	NC

	2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³DC		
4734.1 Stockage de carburant	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :essences et naphtas; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris); fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour cavités souterraines et stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t..... .A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t..... E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total.....DC</p>	910 kg	NC
2160.2 Stockage de céréales	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³..... .A</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³..... DC</p> <p>Les critères caractérisant les termes silo, silo plat, tente et structure gonflable sont précisés par arrêtés ministériels.</p>	68 m ³	NC
2910.A Groupe électrogène	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de</p>	688 kW	NC

	combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW.....A 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW...DC		
2920 Installations de compression au centre de conditionnement des œufs	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW.....A	647.5 kW	NC
2925 Charge des accumulateurs des transpalettes	Ateliers de charge d'accumulateurs : la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.....D	8.64 kW	NC
4802.2a Équipements frigorifiques	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.....DC b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.....D	259.13 kg	NC

Régime :

A = autorisation

E = enregistrement

DC = déclaration avec contrôle périodique

D = déclaration

NC = non classé

Art. 4 : Situation de l'établissement

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après.

Les installations classées existantes de la SCEA DE ROUMAGNAC sont situées chemin de Roumagnac sur la commune de GRENADE. Le projet définitif de l'installation d'élevage et de ses annexes couvre une surface bâtie de :

- 2 349 m² au total pour les poulaillers avec 1 095 m² pour le P1 et 1 254 m² pour le P2 ;
- 1 900 m² pour le hangar de stockage des fientes dont 500 m² pour l'emplacement du séchoir ;
- 68 m³ pour le stockage des céréales ;
- 20 m² pour le local « équarissage/congélation » ;
- 5 149 m² au total pour le centre de conditionnement des œufs avec en plus 425 m² pour les vestiaires et les bureaux et 45 m² pour la salle de pause ;
- 140 m² pour le local de ramassage des œufs ;

- 2 566 m² pour le bâtiment «emballages» ;
- surface du hangar «atelier de maintenance + zone de lavage et la surface couverte »: 392m² et 190 m² ;
- 9 m² pour le local technique de surveillance de dispositif de traitement des eaux usées ;
- 82 m² pour le local TGBT/ traitement physique de l'eau du forage/ vestiaires.

Art.5 : Consistance des installations autorisées

Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et annexes est organisé selon le tableau ci-dessous :

Bâtiments / annexes	Données
2 bâtiments d'élevage : Poulailler P1 (INUAV : V031AYL): 1 095 m ² Poulailler P2 (INUAV:V031BNK): 1 254 m ²	39 951 poules pondeuses 41 184 poules pondeuses équivalent à 81 135 emplacements volailles
Silos de stockage des céréales	4 silos de 17 m ³ chacun
Salle de ramassage des œufs	26 925 126 œufs/an 140m ²
Centre de conditionnement	5 149m ² ⇒ 316 000 000 œufs conditionnés
Hangar de séchage et stockage des fientes	1 900 m ²
Hangar «atelier de maintenance» et zone de lavage	392 m ² + 190 m ² de surface couverte
Surface de stockage emballages	2 566m ²
Local «TGBT/traitement physique de l'eau du forage / vestiaire élevage»	82 m ²
Local «équarrissage/congélation»	20 m ²
Système d'assainissement autonome et local technique de surveillance du dispositif de traitement	–Prétraitement (relevage + dégrillage) + Système de traitement biologique SBR + traitement des boues par filière roseaux plantés –Local technique de 9 m ²
Locaux administratifs	425 m ² de vestiaires et bureaux + 45 m ² de salle de pause
Forage d'eau non potable: puits privé	6 m ³ /h – 10 000 m ³ /an

Autres ouvrages destinés à la protection incendie :

- une réserve incendie mobilisable de 120 m³;
- trois citernes de respectivement : 240, 180 et 120 m³;
- un bassin d'orage de 900 m³ permettant la rétention des eaux d'extinction. En cas d'incendie, ce bassin permet, en fermant les vannes, d'avoir une capacité de rétention de 2 290 m³ en cas de besoin.

Art. 6 : Conformité de l'installation

Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, déposé et complété en octobre 2010 par l'exploitant, et aux porter à connaissance des 10 février 2015, 14 septembre 2017, 24 mai 2018, 8 mars 2019, 1^{er} avril 2020 (complété le 17 février 2022) et 31 janvier 2024 (complété le 6 août 2024).

Art.7 : Consommation en eau

La phrase « le nettoyage des poulaillers : 10m³/an » de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022 est modifiée et remplacée par : « le nettoyage superficiel des poulaillers, le nettoyage principal étant réalisé à sec ».

Art.8 : Identification des effluents et déjections

Les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2022 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories suivantes :

Type d'effluents ou déjections	Production ou consommation annuelle	Ouvrage de stockage
Fientes de volailles déshydratées (soit plus de 80 % de matière sèche)	913 tonnes/an 2,5 T/j	Hangar de stockage des fientes déshydratées
Eaux de nettoyage superficiel des poulaillers		Fosse de 40 m ³ en bout de chaque bâtiment d'élevage
Eaux de nettoyage et désinfection des locaux de ramassage des œufs, du centre de conditionnement d'œufs et des eaux usées des sanitaires du site	1 400m ³	Système assainissement autonome non collectif = dispositif de traitement des eaux usées
Boues extraites du dispositif de traitement des eaux usées	10.5 m ³	Directement récupérées par un prestataire externe agréé.

Art.9 : Eaux de nettoyage

Le mot « d'élevage » de l'article 38-4 de l'arrêté préfectoral consolidé du 15 juillet 2019 est supprimé.

Art.10 : Stockage des effluents

L'article 39-3-1 de l'arrêté préfectoral consolidé du 15 juillet 2019 est modifié et remplacé comme suit.

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Pour le stockage des effluents liquides, les eaux de nettoyage et de désinfection des locaux de ramassage des œufs, du centre de conditionnement d'œufs et des eaux usées des sanitaires du site sont dirigées vers un système d'assainissement autonome permettant d'assurer le traitement de 2 000 m³.

Pour le stockage des fientes de volailles déshydratées, l'exploitant dispose d'un hangar couvert de 1 400 m² correspondant à une production de onze mois sur le site où a lieu leur transformation en engrais organiques normalisés selon les prescriptions du titre 13 du présent arrêté.

Le système de transfert des fientes pré-séchées des poulaillers vers le hangar de stockage se fait par convoyeur capoté afin d'éviter tout écoulement.

Art. 11 : Élevage intensif soumis à la directive IED

L'article 20 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2022 est modifié et remplacé comme suit.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) définies dans la Décision d'exécution (UE) 2017/302 susvisée conformément au dossier de réexamen des MTD validé par l'Inspection.

À ce titre, à partir du 21 février 2021, les MTD décrites dans le dossier de réexamen, validées le 23 juin 2020, sont mises en œuvre par l'exploitant.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance, notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles, pour l'élevage intensif de volailles.

Art. 12 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art.13 : Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire consolidé n° 118 du 15 juillet 2019 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 mars 2022, susvisés, restent en vigueur.

Art.14 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

Art.15 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Grenade et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Grenade pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art.16 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

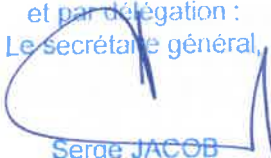
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à

compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art.17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Garonne, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de GRENADE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui est notifié à la SCEA ROUMAGNAC.

Fait à Toulouse, le 11 OCT. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB